Fast Track Initiative
A global partnership to achieve Education For All

Sujets soulevés lors de la Réunion de Haut Niveau EPT-FTI à Istanbul

4 Octobre 2009

I. Efficacité Opérationnelle des fonds fiduciaires EPT-FTI

Le Secrétariat de l'Initiative pour la Mise en Œuvre Accélérée de l'Education pour Tous (EPT-FTI) reconnait que le taux de déboursement est une question de la plus grande importance. C'est en fait une des priorités du Secrétariat FTI et de la Banque mondiale. La performance des déboursements des allocations du Fond Catalytique est en général forte par rapport à d'autres organisations et fonds, et elle s'est améliorée de manière remarquable au cours des dernières années. Le décalage des déboursements agréés pour tous les pays ayant reçu des fonds à partir de mai 2007 (moment où les donations (GRANTS) ont commencé) est de 9%, représentant 16 million de dollars[1]. Le temps entre l'approbation et l'allocation des donations est en moyen de 5,5 mois pour les 6 pays approuves à partir de mi-2008 en comparaison avec les 12,6 mois pour les 9 pays pendant l'année précédente. Par contre, le montant non déboursé pour les pays qui vont recevoir une donation annuelle pendant la période 2005/2007 c'est de 74 millions de dollars, ou 12% du total des allocations.

II. Prévisibilité du financement et gestion de l'argent liquide (CASH)

Étant donne que les bailleurs des fonds ont apporté ces fonds sur la base de son programme d'engagement et ne pas sur les besoins de liquidité, le système de donations pour 3 ans a eu comme résultat une plus grande liquidité. Le Fond Catalytique a en ce moment un montant en liquide de 739,6 millions de dollars des États-Unis. Cette liquidité peut être attribuée aux causes suivantes: 90 millions de dollars des États-Unis due au décalage des déboursements agréés, 202 millions de dollars ont été alloues a des pays qui sont en situation de suspension après des coups d'état militaires (Guinée, Madagascar), et encore 440 millions de dollars sont des engagements pour des déboursements pas encore dus.

La solution à cette question dépend dans une partie de l'accord à être fait pour une politique de gestion de l'argent liquide, c'est- à-dire, la mise en place d'un plus rigoureux appel aux bailleurs pour faire des dons, de manière que le Secrétariat FTI et la Banque Mondiale (comme fiduciaire) reçoivent les transferts d'argent quand on en a besoin.

Une autre solution pourrait être l'usage de *Promissory Notes* comme celles utilisées par l'Association International de Développement (IDA) de la Banque mondiale.

Les solutions proposées seront considérées dans la réunion du Comité Directeur de FTI le 4 novembre 2009. Dans la réunion du Comité du Fond Catalytique du 5 novembre 2009 la possibilité de réattribuer les fonds des pays suspendu sera aussi discutée.

[1] Les donations pour 3 ans ont commence en mai 2007. Calculs faits en excluant la Guinée et le Madagascar, qui sont en suspension.

Fast Track Initiative
A global partnership to achieve Education For All

III. La question d'une plus grande concentration sur les résultats et l'équité

Comme exposé dans la nouvelle publication de l'FTI *'A fast track to Education: educating the world's children for a better future'* (Une voie rapide pour l'éducation : éduquer les enfants du monde pour un futur meilleur), disponible sur le site web: www.educationfasttrack.org), les pays EPT-FTI peuvent signaler des résultats impressionnants depuis la création du Partenariat en 2002.

Voici quelques réussites :

- *Amenant les garçons et les filles à l'école*-Depuis 2000-2007, 20 millions d'enfants de plus sont à l'école primaire seule dans les pays FTI en Afrique Sous-Saharienne. Le nombre d'enfants inscrits à l'école dans les pays FTI en Afrique a augmenté de 64%, le double que dans les pays non-FTI. Seule l'année dernière, le nombre d'enfants hors de l'école dans les pays FTI a baissé de 10%, ce qui suppose 2/3 de la diminution mondiale et par rapport à la baisse de 2% dans les pays non-FTI.
- *Améliorant les taux d'achèvement scolaires* – 15 pays FTI sont en voie d'atteindre l'objectif de 95% des enfants qui achèvent l'école primaire en 2015. Encore 11 pays sont un peu en retard et devrait atteindre cet objectif peu après 2015.
- *Leaving no girl behind* –Les filles représentent le 60% des nouvelles inscriptions dans les pays FTI. 16 pays FTI ont déjà atteint le but de la parité de genre dans les inscriptions scolaires, et encore d'autre 16 pays sont d'atteindre l'objectif avant 2015.
- *Assurer l'harmonisation de l'aide et l'efficacité* – L'EPT-FTI a regroupé le gouvernement, les bailleurs des fonds, les organisations de la société civile et d'autres partenaires dans le Groupe Local des Partenaires Techniques et Financiers (*Local Education Group*). De leur côté, ces groupes se sont mis d'accord sur une stratégie nationale d'éducation, assurent un appui politique suffisant pour son implémentation, coordonnent le financement et suivent les progrès accomplis. L'EPT-FTI a reçu des éloges de la part de l'OCDE et des Nations Unies comme un excellent modèle pour la coordination et la collaboration entre les donneurs. L'enquête dans 10 pays sur la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide au Développement en 2008 a montre que le secteur de l'éducation surpasse tous les autres secteurs dans les efforts pour améliorer l'efficacité de l'aide.
- *Innovatrice et flexible* – L'EPT-FTI a appuyé des solutions innovatrices pour amener les enfants à l'école et les y maintenir. Voici quelques exemples: programmes pour fournir un repas journalier à 600.000 élèves au Ghana; éducation a travers des écoles mobiles pour des peuples nomades en Mongolie; donations à 18.000 écoles au Kenya pour des fournitures scolaires et appui aux provinces rurales au Yémen pour la construction d'écoles d'accueil pour les filles et engager des centaines d'enseignantes.
- *Equité et inclusion* – Le Partenariat a développé un Outil sur l'Equité et l'Inclusion pour aider les pays à donner une attention plus systématique aux questions liées au genre, à l'handicap et la marginalisation. Cet outil a déjà été testé avec succès dans 3 pays et sera maintenant étendu.

Le Secrétariat FTI va augmenter ses efforts pour assurer des rapports transparents et au bon moment sur les résultats achevés dans les pays du Partenariat FTI.

IV. Appui aux Etats fragiles et affectés par un conflit

Le défi de définir la responsabilité pour faire avancer l'aide aux États fragiles et affectés par un conflit interpelle le Partenariat dans son ensemble. Environ 40 millions d'enfants hors de l'école habitent dans des pays affectés par un conflit (Save the Children, avril 2009). Le Partenariat EPT-FTI reconnait les besoins urgents des enfants dans les Etats fragiles et affectés par un conflit. Le Fond Catalytique de l'FTI a déjà appuyé initiatives en éducation dans quelques pays sortant d'un conflit et dans d'autres qui font face à des contraintes spécifiques des capacités, comme le Cambodge, le Mozambique, le Rwanda, la République Centrafricaine, Timor-Leste, Haïti et la Sierra Leone, avec une allocation de 223 millions de dollars à compter de septembre 2009.

Le Partenariat FTI a travaillé pour établir les dispositifs qui permettent de canaliser les fonds aux pays en transition sans mettre en risque les besoins de transparence et responsabilité. Les discussions initiales avec l'UNICEF au début de l'année n'ont pas permis d'achever un accord sur le rôle proposé de l'UNICEF comme fiduciaire d'un nouveau Fond de Transition en Éducation (*Education Transition Fund*). Un groupe de travail conduit par le *Department for International Development* (DfID) du Royaume-Uni avec des représentants des bailleurs des fonds des pays en voie de développement et des organisations de la société civile a été forme lors de la réunion du Comité Directeur de l'FTI (*Board of Director*s) à Paris le 10 septembre 2009. Ce groupe va considérer les différentes options pour héberger le Fond de Transition en Education envisagé pour les Etats fragiles et affectés par un conflit, avec le but d'avoir un mécanisme opérationnel en 2010.

V. Plaidoyer International

Nous convenons fermement dans l'importance d'intensifier les efforts de plaidoyer –appliqué autant à la quantité qu'à la qualité de l'assistance. L'accent doit être mis non seulement dans les fonds fiduciaires gérés par FTI mais dans l'appui global –national et international- au secteur. Cela serait en rapport avec un effort amélioré dans la coordination des donneurs et la responsabilité mutuelle en appui des objectifs de l'FTI et les directives de la Déclaration de Paris et le Programme d'Action d'Accra. Le besoin d'augmenter les plaidoyers et la coordination des donneurs a été une des raisons pour la récente réforme de la gouvernance de FTI, y inclus un directeur unique pour une période de trois ans. Le directeur devrait jouer un rôle de direction dans cet effort, avec un appui politique de la part du nouveau directeur et avec un appui technique de la part du Secrétariat. Nous proposons de soulever cette question de manière préliminaire dans la prochaine réunion du Conseil d'Administration à Rome avec l'objectif d'stimuler la réflexion et le développement de proposition spécifiques. Il y a déjà un accord duquel tirer parti. Par exemple, la *One Goal Campaign* est un excellent exemple d'un appui dynamique de la part des partenaires de FTI pour renforcer la visibilité globale et le profil du secteur. Quatorze Ministres africains des Finances et Éducation ont endossé FTI dans une lettre aux bailleurs des fonds et ont appuyé une discussion en éducation lors d'une table ronde à Istanbul